

Syndicat National Unitaire des Finances Publiques



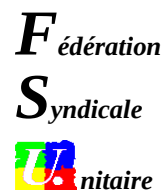
N°58

Secrétariat national SNUFiP-FSU

Richard MARIN 01.44.50.49.43 /45.87 & Isabelle POUZOLS

24, rue de Campo Formio 75013 Paris

courriel : snufip.drftp75@dgfip.finances.gouv.fr / site : <http://snufip.free.fr>



Le nombre d'adhérents du SNUFiP-FSU progresse de 30%

Le SNUFiP-FSU est un syndicat en pleine progression.

Notre 5^{ème} position dans nos ministères économique et financier ouvre des perspectives intéressantes.

Ce résultat et le travail de nos militants se concrétisent par l'adhésion de nombreux collègues.

Plus de 30 % de nouveaux adhérents en 2011.

En ce début d'année 2012 déjà 10 % de nouveaux adhérents nous ont rejoints.

Merci à celles et ceux qui ont souscrit à notre campagne d'adhésion, merci à ceux qui souscriront encore tout au long de l'année.

Notre syndicat, de par son fonctionnement démocratique et horizontal, est prêt à accueillir celles et ceux qui se retrouvent dans nos valeurs.

Celles et ceux qui ont envie de construire un syndicalisme revendicatif et constructif, respectueux des choix de ses adhérents et tourné vers la défense des personnels, sont les bienvenus.

Fraternellement

Richard MARIN

Secrétaire général du Syndicat national unitaire des finances publiques (SNUFiP- FSU)

Un quinquennat au bilan très négatif

Dans quelques semaines les citoyens seront appelés aux urnes pour élire le président de la République et les députés.

Il nous semble nécessaire de tirer le bilan social de ce quinquennat pour juger avant d'agir, de voter.

Emplois : triple zéro

En faisant le choix de supprimer 120 000 emplois en quatre ans dans la fonction publique, les gouvernants (Sarkozy /Fillon/ UMP, NC, et consorts) ont largement contribué à aggraver les chiffres du chômage. La DGFIP a payé un très lourd tribut puisque depuis 2002, ce sont 25 000 postes qui ont disparu.

En empêchant plus particulièrement les jeunes d'accéder à un emploi stable et intégrateur dans notre société, les gouvernants ont montré l'exemple à suivre à toutes les entreprises.

Des centaines de plans de licenciements condamnent jeunes et salariés âgés au chômage.

Nous constatons au quotidien le développement d'une gestion des salariés par la précarité, dont les premières victimes sont les jeunes et les femmes.

Le bilan est catastrophique pour les demandeurs d'emplois, pour les précaires, pour les pauvres.

La France, 5^{ème} puissance mondiale, compte près de 5 millions de chômeurs et 8 millions de pauvres.

Les salaires : perte de pouvoir d'achat généralisé sauf pour ...

Le candidat président avait promis « travailler plus pour gagner plus », mais dans les faits, ce sont les plus riches qui sont les gagnants et les inégalités ne se sont jamais autant creusées.

Le blocage de la valeur du point d'indice depuis juillet 2010 cumulé aux misérables revalorisations des années précédentes, largement inférieures à l'inflation, ont contribué à diminuer fortement notre pouvoir d'achat.

L'indice minimum 302 de la fonction publique est inférieur au SMIC.

Les cadres B débutants sont payés 2,5 % au dessus du SMIC.

Il est difficile de se loger et de vivre décemment pour de

Le Conseil d'Etat a rendu le 10 février 2012 une décision

nombreux collègues.

En revanche, du côté des plus hauts salaires, le président a montré l'exemple aux patrons. Il s'est royalement augmenté dès son arrivée, et a décidé d'améliorer la carrière de certains hauts fonctionnaires qui ont servi sa politique, en créant un nouvel échelon spécial pour les administrateurs civils hors classe, ainsi qu'un troisième grade d'administrateur général.

Journée de carence : hold-up sur les malades, attaque du statut des fonctionnaires

En instaurant une journée de carence en cas de maladie, le gouvernement pénalise les malades.

Cette mesure est inacceptable et inique.

Cette nouvelle attaque contre la protection sociale vise encore à stigmatiser les fonctionnaires et à démanteler leur statut.

Retraites :

La politique antisociale du gouvernement s'est révélée au grand jour, notamment à travers le durcissement du droit à la retraite. Des millions de salariés ont protesté durant des semaines, en vain.

Depuis, de nombreux seniors ont rejoint le rang des chômeurs au lieu de celui des retraités.

Quant aux jeunes, ils attendent désespérément de trouver un emploi stable.

La baisse généralisée des retraites, réduit gravement le pouvoir d'achat d'une grande partie de la population.

Logement :

« Je veux, si je suis élu président de la République, que d'ici à deux ans, plus personne ne soit obligé de dormir sur le trottoir et d'y mourir de froid, parce que le droit à l'hébergement, je vais vous le dire, c'est une obligation humaine, mes chers amis, comprenez-le bien, si on n'est plus choqué, quand quelqu'un n'a pas un toit lorsqu'il fait froid et qu'il est obligé de dormir dehors, c'est tout l'équilibre de la société où vous voulez que vos enfants vivent en paix, qui s'en trouvera remis en cause ». Discours de Nicolas Sarkozy, le 18 décembre 2006, à Charleville-Mézières.

Aujourd'hui...en France, l'Insee dénombre 250 000 personnes privées de logement, et plus de 3 millions de personnes mal-logées, mais aussi 2,1 millions de logements vacants ...

En 2010, les expulsions locatives effectives par la force publique ont augmenté de 10,1 % (11 670 contre 10 597 l'année précédente). Calculs de l'AFP à partir des chiffres du ministère de l'Intérieur.

« En France, la loi SRU reste inappliquée par 37 % des villes » a déclaré la maire de Bondy.

L'insuffisance de logements sociaux, la cherté du logement encouragée par les politiques publiques, la flambée des loyers et des charges, la hausse des expulsions locatives, le renforcement des discriminations, l'inflation des prix dans tous les domaines de la vie quotidienne, nourrissent une grave crise du logement et engendrent une augmentation considérable du nombre de personnes sans logis et mal-logées.

déclarant que le non-respect par l'Etat des dispositions du Code de l'action sociale et des familles est une atteinte à une liberté fondamentale.

Discriminations :

La crise économique et sociale favorise une offensive sécuritaire, xénophobe, islamophobe et raciste qui menace les droits et libertés démocratiques des citoyens et des résidents étrangers, ainsi que nombreux acquis sociaux.

Les propos stigmatisants de certains dirigeants politiques de la droite voire du gouvernement, légitiment et banalisent les pratiques racistes de plus en plus fréquentes.

Les lois et mesures discriminatoires et sécuritaires s'accumulent. Elles sont encouragées par la multiplication des déclarations qui désignent les immigrés, les sans-papier, les musulmans, les Roms et les chômeurs comme les membres des nouvelles classes pauvres et dangereuses.

Clins d'œil appuyés à l'extrême droite :

Les actes ont suivi les paroles : fermeture du centre de réfugiés de Sangatte, reconduite musclée de «clandestins» aux frontières, caractère arbitraire des régularisations de sans papiers, criminalisation des soutiens (délit de solidarité) ...

Dans cette conjoncture, le pire est à craindre avec la radicalisation de l'UMP et la montée du Front National.

Toutes ces dispositions doivent être abrogées, cette politique immédiatement arrêtée.

La France doit arrêter de soutenir les régimes dictatoriaux et corrompus, alors qu'est restreint comme jamais auparavant le droit d'asile pour celles et ceux qui sont persécutés par ces mêmes régimes.

Nous, syndicalistes, nous opposons fermement à cette politique de division, de stigmatisation et de répression qui vise d'abord à faire diversion face au mécontentement qui enfle dans le pays.

Nous nous y opposons aussi parce qu'à terme, elle ne peut que renforcer le FN.

Une politique qui s'en prend aux plus démunis et qui vise à diviser.

Nous assistons à une grave régression des droits sociaux.

Le gouvernement réduit gravement les moyens d'intervention des services sociaux alors qu'ils sont plus que jamais indispensables aux plus faibles.

Dans le même temps, il livre aux marchés financiers des pans entiers de politiques sociales.

Ces choix marginalisent de plus en plus de salariés, de retraités, de chômeurs, d'habitants des quartiers populaires, notamment les jeunes.

Ceux qui survivent avec les minima sociaux risquent à tout moment de basculer dans la grande pauvreté. Victimes de la crise, ils sont désignés comme des coupables qui profiteraient abusivement des aides publiques.

Dans le même temps, les plus riches continuent de s'enrichir effrontément et les grands groupes financiers sont renfloués lorsqu'ils perdent au jeu de la spéculation.

Front national : un nouvel emballage mais le danger est le même

Le FN veut se donner une image plus présentable avec Marine Le Pen.

Pour information, un ancien lieutenant Waffen SS fut membre du conseil national du FN dès sa création, en 1972. Son premier trésorier était un ancien caporal de la division Charlemagne. D'autres membres du FN furent des anciens collaborateurs sous Vichy, miliciens, membres du PPF ou de la Légion des volontaires français (LVF).

Malgré son « relooking », les bases idéologiques de ce parti restent, il est dangereux car il a des liens étroits avec des partis proches des idées nazis,.

Le Pen fille est allée le 27 janvier 2012 danser à Vienne dans un bal organisé par les nostalgiques du III^{ème} Reich. (pour mémoire : le 27 janvier 1945 les troupes soviétiques libèrent le camp d'Auschwitz-Birkenau).

Dans son programme, elle s'attaque aux droits des femmes en proposant le non-remboursement de l'IVG et pénalise ainsi les femmes les plus pauvres qui auront des difficultés à payer l'acte.

Décortiquer le programme du Front National n'est pas chose aisée, pour une raison fondamentale : pour les fascistes, les questions de programmes sont secondaires et essentiellement tactiques. Leur vrai et unique programme est l'Etat fort. Entendons par là un Etat où les libertés démocratiques sont fortement restreintes, en attendant d'être liquidées, un Etat où le mouvement ouvrier -partis et syndicats- est muselé, détruit, ou transformé en officine corporatiste; un Etat où l'idéologie nationaliste et chauvine tient le haut du pavé, d'abord contre les immigrés soit disant responsables de tous les maux, puis contre « l'étranger ».

Cette menace s'inscrit dans une montée de l'extrême-droite dans plusieurs pays : Suède, Pays-Bas, Autriche, Hongrie, Suisse, Etats-Unis (mouvement Tea Party) ...

Nous devons redoubler nos efforts pour redonner corps à la nécessaire vigilance syndicale et antifasciste.

La FSU milite pour une société plus juste, plus solidaire

Emploi : première préoccupation des français.

Face à la plus mauvaise situation connue depuis 12 ans avec 10% de la population active au chômage, la FSU revendique un plan d'urgence et la reconstruction d'un vrai service public de l'emploi ainsi que la négociation d'une convention Unedic. Il faut également construire un plan pour la jeunesse : insertion dans l'emploi/formation professionnelle confortée/aide au logement/aide financière. Pour faire face à cette situation, dans un premier temps, la situation de Pôle Emploi doit être améliorée.

Dans la Fonction Publique, le gouvernement enferme le débat sur la question des moyens. Il faut réconcilier projet et investissements. La FSU ne revendique pas le statu quo mais agit pour le développement et l'amélioration des services publics et de la fonction au service de la cohésion sociale et de la justice sociale. Elle juge nécessaires et possibles des créations d'emplois dans la Fonction publique . Partout, les suppressions de postes ont réduit la qualité des services publics aux usagers : comme en matière de sécurité sanitaire où, au-delà de la polémique actuelle sur la viande halal (qui a pour objet principal la stigmatisation d'une partie de la population), les suppressions mettent en danger les citoyens.

Salaires : la fin d'un tabou

Alors que l'INSEE indique que les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres, le gouvernement refuse de revaloriser les salaires et de relancer ainsi l'activité économique par le pouvoir d'achat.

La FSU revendique l'amélioration des salaires et des pensions de retraite pour tous et notamment le relèvement des minima sociaux. C'est une question de justice sociale mais aussi d'efficacité économique. La FSU propose aux fédérations de fonctionnaires de mener une campagne en ce sens notamment pour préparer le prochain rendez-vous salarial (levée du gel des salaires, revalorisation du point d'indice, reconstruction de la grille).

Renforcer la protection sociale

La FSU demande l'ouverture de discussions sur l'ensemble du dossier des retraites (aménagements des fins de carrières, situation des femmes, niveau des pensions...). Elle rappelle son exigence d'une retraite à 60 ans avec un taux de remplacement de 75%.

Alors que se multiplient les renoncements aux soins liés à l'augmentation du « reste à charge », le gouvernement feint de s'en prendre aux dépassements d'honoraire en créant un secteur optionnel. En réalité, ce dispositif va permettre leur croissance et à terme, c'est le tarif « opposable » qui risque de disparaître par effet d'aubaine. La FSU s'y oppose et s'exprime en ce sens avec les autres organisations et la Mutualité. Plus généralement, les questions de santé et d'égalité d'accès aux soins doivent être davantage présentes dans la campagne.

La FSU exige que soit supprimée la journée de carence que le gouvernement vient d'instaurer dans la Fonction publique. Elle proposera, si possible dans un cadre unitaire, aux personnels de s'adresser en ce sens aux candidats aux élections législatives.

Grève du 2 février à la DGFIP, les suites, en attendant l'unité...

2 février, le bilan quantitatif :

Il y eut 27 188 grévistes, soit 27,43 % de grévistes au niveau national.

Sur Paris, les 30 % de grévistes ont été dépassés, nombre de départements ont franchi la barre des 50%, la palme revenant à l'Ain et la Lozère.

Des explications :

Si le SNUFiP-FSU était absent de l'appel intersyndical national, ce n'est pas de notre fait mais de celui des syndicats nationaux qui feignent d'ignorer notre syndicat.

Nous regrettons cette attitude, mais soucieux de l'efficacité de l'action syndicale et parce que les raisons d'agir étaient importantes, le SNUFiP a appelé les personnels de la DGFIP à faire grève et à manifester.

Nos sections syndicales ont participé aux intersyndicales locales, là où ses équipes militantes étaient invitées.

Lors du rassemblement francilien devant le ministère, les personnels présents ont pu remarquer la présence bien fournie du SNUFiP-FSU et des drapeaux FSU.

En revanche, nous avons constaté l'absence à ce rassemblement de la CFTC et de l'UNSA pourtant signataires de l'appel intersyndical national.

L'analyse :

Nous ne faisons pas tout à fait la même analyse que l'intersyndicale qui qualifie de succès cette journée : « *les agents de la DGFIP se sont largement mobilisés le 2 février, qui a réuni près d'un agent sur trois....* »

« *Réunies le 6 février, les organisations syndicales (Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, CGT Finances Publiques, FO DGFIP, CFTC Finances Publiques et UNSA DGFIP) ont analysé le succès de cette mobilisation qui témoigne de la volonté d'agir collectivement, dans l'unité, ...;* ».

Tout d'abord lorsqu'on parle d'unité pourquoi écarte-t-on le cinquième syndicat de la DGFIP ?

Notre syndicat qui a participé « réellement » à l'action n'a pas été invité aux intersyndicales qui ont suivi et qui traitaient du bilan et de la suite de cette action.

Mais où est donc passée la CFDT ?

Etre absent du mouvement du 2 février au niveau national, tel était le choix du syndicat national CFDT, par contre dans certains départements des militants CFDT avaient appelé à la grève.

Nous pensons qu'il ne faut pas « enfumer » les personnels.

L'intersyndicale parle de « *près d'un agent sur trois en grève* », 27,43% de grévistes est toutefois plus proche de 1 sur 4 que de 1 sur 3.

Quand l'intersyndicale qualifie « de succès ou de large mobilisation le 2 février » c'est faire preuve d'optimisme, ou être satisfait de peu.

Pourtant l'action était bien préparée, il y a eu beaucoup d'heures mensuelles d'information, de distributions de tracts, d'affichages. Les militants sur le terrain ont fait leur travail.

De plus les raisons d'être mécontents : emplois, salaires, journée de carence,.. étaient très nombreuses.

Notre syndicat parlera plutôt de demi succès pour cette journée du 2 février.

On comprend qu'il ne faille pas décourager les troupes, mais en partant d'analyses imparfaites, il est difficile de bâtir quelque chose de sérieux et de solide pour la suite.

Pour le SNUFiP-FSU, si on veut créer un vrai rapport de force on doit avoir à l'esprit efficacité, éviter l'ostracisme des syndicats qui souhaitent participer à l'action.


Les suites :

Si on peut se réjouir que l'intersyndicale s'élargisse, à un syndicat qui n'était pas de l'action du 2 février, nous déplorons en revanche l'intersyndicale persiste à fermer la porte à notre syndicat.

Nous laissons les personnels juger cette attitude.

Si les syndicats ont donc décidé de faire du mardi 27 mars 2012 une nouvelle journée nationale d'actions à la DGFIP, la manière d'agir nous paraît alambiquée pour ne pas dire floue et en tous cas peu efficace.

Demande d'adhésion à retourner au SNUFiP-FSU 24 rue de Campo Formio 75013 Paris –

Nom :	prénom :	
Service :		
Tél. :		
Adresse		
Date de naissance :	Grade	indice :
temps partiel : quotité :		
66 % de votre cotisation est déduit de l'impôt sur le revenu à payer		
J'adhère au SNUFiP-FSU		signature